

Djibouti

Malgré une légère contraction, la croissance de l'économie djiboutienne est demeurée soutenue en 2010. Cependant, cette croissance n'a pas permis de réduire significativement la pauvreté endémique dans le pays. Elle reste contrainte par un déficit énergétique et hydraulique important. Elle est également affectée par le problème de l'insécurité alimentaire.

Portée par la reprise des activités portuaires et des investissements directs étrangers (IDE), la croissance devrait s'accélérer en 2011 et 2012.

Les investissements en provenance des pays du Golfe ont été l'un des principaux moteurs au cours de ces dernières années.

En 2010, la croissance de l'économie djiboutienne reste soutenue, estimée à 4.4 %, quoiqu'en retrait par rapport à 2009, année durant laquelle le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 5.0 %. Le moindre dynamisme de l'économie en 2010 s'explique par la contraction des activités portuaires, dont dépend fortement l'économie de Djibouti, et par le report des investissements directs étrangers (IDE) prévus. Toutefois, dans le même temps, les investissements privés nationaux se sont accélérés.

En 2011 et 2012, la croissance de l'économie devrait atteindre respectivement 4.6 et 5.1 %, grâce à la reprise des activités portuaires et des IDE.

Suite au dérapage fiscal constaté en 2009, les autorités se sont attelées à rétablir l'équilibre des finances publiques en 2010, pour répondre aux volontés du Fonds monétaire international (FMI). Avec le FMI, un programme triennal est engagé sur la base d'une Facilité élargie de crédit (FEC), accordée en 2008. Au final, le déficit public a été ramené de 5.1 % du PIB en 2009 à -2.7 % du PIB en 2010.

De son côté, l'inflation s'est accélérée, pour atteindre 4.2 % en 2010 contre 1.7 % en 2009. L'accélération de l'inflation est tirée principalement par la croissance des prix des produits alimentaires à partir du second trimestre ainsi que par, dans une moindre mesure, les prix du poste : logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles et de celui des transports. Il convient de rappeler que l'augmentation des prix avait atteint 12 % en termes annualisés en 2008.

Dans le but de renforcer le positionnement de Djibouti comme plaque tournante des échanges commerciaux, de logistique et de services connexes, et aussi comme fournisseur de services financiers, de nombreux corridors routiers ont été réalisés ou réhabilités en 2010.

Les autorités ont par ailleurs poursuivi le développement du secteur financier avec l'adoption de nouvelles lois encadrant l'activité bancaire, telles que la loi bancaire renforcée, la loi sur les coopératives financières et celle sur la finance islamique. Parallèlement, deux nouvelles banques ont vu le jour, portant à onze le nombre d'institutions présentes sur la place financière de Djibouti. D'autres réformes structurelles ont été menées, comme la refonte du code des investissements, la loi sur les sociétés et les faillites, ou encore la refonte du code du travail.

Cependant, l'économie djiboutienne reste peu diversifiée, fortement dépendante des activités portuaires du secteur tertiaire. Ce dernier représente 76 % du PIB, tandis que le secteur primaire n'a qu'une faible contribution, de l'ordre de 3.9 %. Le pays est presque entièrement dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement alimentaire. La production agricole domestique ne couvre que 10 % des besoins alimentaires. Le pays reste confronté à une insécurité alimentaire structurelle, aggravée par des sécheresses récurrentes. Par ailleurs, l'offre énergétique est limitée et coûteuse, ce qui entrave le développement du pays. Pour y remédier, les autorités ont lancé la construction en 2010 d'une ligne d'interconnexion avec l'Éthiopie, qui permettra d'importer de l'électricité de ce pays.

Enfin, bien que la croissance de l'économie soit soutenue, elle ne bénéficie pas encore à l'ensemble de la population. Le chômage demeure élevé. La pauvreté touche 70 % de la population.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

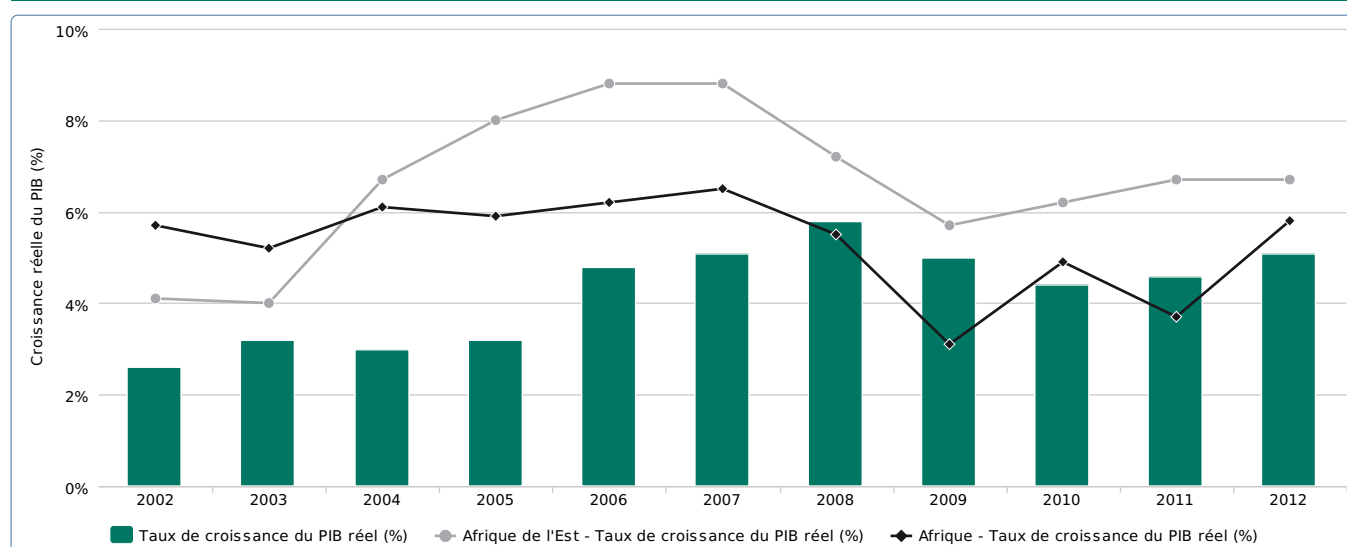
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	5	4.4	4.6	5.1
Inflation IPC	1.7	4.2	4	3
Balance budgétaire % PIB	-5.1	-2.7	-2.5	-1.3
Balance courante % PIB	-17.5	-9.1	-14.3	-13.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414231>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411875>